

**Aurélie Dort**

13/12/1989

[aurelie.dort@univ-lorraine.fr](mailto:aurelie.dort@univ-lorraine.fr)

Mariée, un enfant (2022)



## FONCTIONS ACTUELLES

### Fonctions nationales :

- Membre du CNU, Section 01
- Membre élue du Conseil d'administration de la Société française de finances publiques (SFFP)
- Co-responsable de la section doctorale de la SFFP

### Fonctions locales :

- Co-directrice du Master 1 Droit fiscal, du Master 2 Procédure et fiscalité appliquées et du DU Fiscalité transfrontière, Université de Lorraine, Metz.
- Correspondant Pédagogie et numérique de l'UFR DEA, Université de Lorraine, Metz.

## CARRIERE

Depuis le 1<sup>er</sup>  
septembre 2019

**Maître de conférences**, UFR DEA de Metz, Université de Lorraine.

2017 - 2019

**Auto-entrepreneur**, Enseignement supérieur.

2014 - 2016

**Attachée temporaire d'enseignement et de recherche (ATER)**, Centre d'études fiscales et financières (EA 981), Aix-Marseille Université.

2011 - 2014

**Doctorante contractuelle chargée de mission d'enseignement**, Centre d'études fiscales et financières (EA 981), Aix-Marseille Université.

<b>FONCTIONS ACTUELLES</b> .....	<b>1</b>
<b>CARRIERE</b> .....	<b>1</b>
<b>FORMATION</b> .....	<b>2</b>
<b>AFFILIATIONS SCIENTIFIQUES</b> .....	<b>2</b>
<b>ENSEIGNEMENTS</b> .....	<b>3</b>
<b>PUBLICATIONS</b> .....	<b>5</b>
<b>PARTICIPATIONS A DES COLLOQUES ET JOURNEES D'ETUDES</b> .....	<b>8</b>
<b>RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES</b> .....	<b>9</b>
<b>AUTRES ACTIVITES SCIENTIFIQUES</b> .....	<b>9</b>

## FORMATION

- 2020 **Admissible au concours d'agrégation de droit public**
- 2018 **Qualification aux fonctions de maîtres de conférences**, Section droit public (02). Rapporteurs : Pr. Antoinette Hastings et M. Alain Pariente.
- 2016 **Doctorat en droit public**, mention très honorable avec félicitations du jury à l'unanimité, Faculté de Droit et de Sciences politiques, Université Aix-Marseille
- Titre de la thèse : « Fiscalité et Sécurité sociale – Étude de la fiscalisation des ressources de la sécurité sociale », sous la direction du Professeur Éric OLIVA. Soutenue publiquement le samedi 10 décembre 2016 à l'Université Aix-Marseille.
- Prix des éditions législatives pour la meilleure thèse en droit public de l'année, Aix-en-Provence.*
- Jury : Jean-Luc ALBERT (Université d'Aix-Marseille) ; Étienne DOUAT (Université de Montpellier) ; Vincent DUSSART (Université de Toulouse 1 Capitole) ; Jean-Luc MATT (Maître des requêtes au Conseil d'État) ; Éric OLIVA, directeur de thèse (Université d'Aix-Marseille) ; Caterina SEVERINO (Université de Toulon)
- 2011 **Master 2 Recherche « Finances publiques et fiscalité »**, Université Aix-Marseille 3  
Major, Mention Très bien (17,025)
- 2010 **Master 1 Droit public**, Université Jean Moulin, Lyon 3
- 2009 **Licence de Droit**, Université Lumière Lyon 2
- 2006 **Baccalauréat Scientifique**, Lycée Récamier (69002)

## AFFILIATIONS SCIENTIFIQUES

- Depuis 2020 **Membre associé du Centre d'Etudes et de Recherches Financières et Fiscales (CERFF)** dirigé par M. le Professeur L. Stankiewicz au sein de **l'Équipe de droit public de Lyon (E.D.P.L.)**, Université Jean Moulin Lyon 3 (EA 666), dirigée par M. le Professeur Ch. Roux.
- Depuis 2019 **Membre de l'Institut de Recherches sur l'Evolution de la Nation Et de l'Etat (IRENEE)**, Université de Lorraine (EA 7303), dirigé par M. le Professeur Ch. Fardet
- Depuis 2017 **Membre associé au sein du Centre d'Etudes fiscales et financières** (EA 891), Aix-Marseille Université, dirigé par M. le Professeur Jean-Luc Albert.

**Cours magistraux**

• **Dispensés en 2023-2024 :**

*Cours magistral à la Faculté de Droit, d'Economie et d'Administration de l'Université de Lorraine, Metz :*

- Droit fiscal des entreprises 1 (Master 1 - 36h)
- Droit fiscal des entreprises 2 (Master 1 - 36h)
- Fiscalité du patrimoine (Master 1 - 36h)
- Introduction au droit public et privé (L1 – Parcours accès santé – 48h)
- Finances locales (Master 2 Droit des collectivités territoriales et de la coopération transfrontalière - 10h)
- Contentieux fiscal (Master 2 Procédures et fiscalité appliquées – 8h)

*Cours Magistral à l'Institut Sorbonne-Kazakhstan, Almaty :*

- Droit constitutionnel (45h – Licence franco-Kazakh)

*Cours Magistral à l'Institut de Langues, Chine, Wuhan :*

- Droit constitutionnel (20h)

*Cours Magistral à l'Institut régional de préparation à l'administration générale (IRPAG), Université Clermont Auvergne :*

- Finances publiques étatiques (20h)
- Finances locales (10h)
- Finances sociales (10h)
- Finances européennes (10h)

• **Dispensés depuis ma titularisation en 2019**

*Cours magistral à la Faculté de Droit, d'Economie et d'Administration de l'Université de Lorraine, Metz :*

- Droit fiscal des entreprises 1 (Master 1 - 36h)
- Droit fiscal des entreprises 2 (Master 1 - 36h)
- Fiscalité du patrimoine (Master 1 - 36h)
- Fiscalité des entreprises (Master 1 AES – 30h)
- Introduction au droit public et privé (L1 – Parcours accès santé – 48h)
- Finances locales (10h – M2)

*Cours magistral à la faculté de droit de Nancy, Université de Lorraine :*

- Financement de la protection sociale (Master 2 Droit du travail et de la protection sociale - 6h)

*Cours Magistral à l'Institut Sorbonne-Kazakhstan, Almaty :*

- Tax System (DU IFELES – 18h)
- Droit constitutionnel (45h – Licence franco-Kazakh)

*Cours Magistral à l'Institut régional de préparation à l'administration générale (IRPAG), Université Clermont Auvergne :*

- Finances publiques étatiques (20h)
- Finances sociales (15h)
- Finances européennes (15h)
- Finances locales (10h)

• **Dispensés de 2017 à 2019 avant ma titularisation :**

*Cours magistral à la Faculté de droit de l'Université Jean-Monnet, Saint Etienne :*

- Droit administratif (Capacité - 30h)

*Cours magistral à l'Institut d'administration des entreprises (IAE), Saint Etienne :*

- Introduction au droit (Licence 1 - 26h)

*Cours magistral au CPAG de Grenoble :*

- Finances publiques (Master 2 - 50h)
- Droit constitutionnel (5h – dans le cadre d'un remplacement en Master 2).

*Cours magistraux à la Faculté de droit de l'université Lumière, Lyon 2 :*

- Finances et comptabilité publique (Master 1 - 31h)
- Droit financier des collectivités territoriales (Master 2 - 15h).

*Cours à l'Institut régional universitaire polytechnique, Saint Etienne :*

- Droit fiscal (84h)

*Cours à l'EM Lyon, Saint Etienne :*

- Environnement juridique de l'entreprise (48h)
- Introduction au droit civil et commercial (48h)

***Travaux dirigés (les volumes horaires correspondent au total des enseignements dispensés)***

• **2011 – 2019 :**

*Travaux dirigés à l'Université Jean Monnet, Saint Etienne, Faculté de droit :*

- Droit constitutionnel (Licence 1 - 172h, Licence 3 – 20h)
- Droit fiscal (Licence 2 - 36h).

*Travaux dirigés au Centre Universitaire Roannais, Roanne :*

- Droit administratif (Licence 2 - 60h)

*Travaux dirigés à l'Université Aix Marseille, Faculté de droit, en :*

- Droit constitutionnel (Licence 1 - 162h)
- Finances publiques (Licence 2 - 94,5h)
- Introduction au droit fiscal (Licence 3 - 67,5h)
- Collectivités locales (Master 1 - 52,5h)
- Droit fiscal approfondi (Master 1 - 42h)
- Finances locales (Master 1 - 31,5h)
- Contrôle et contentieux fiscal (Master 1 - 21h)

1°) *Direction d'ouvrages et de dossiers thématiques*

1. Avec L. STANKIEWICZ, *Finances européennes : évolutions et perspectives*, Mare et Martin, Publication prévue en 2024
2. *Fiscalité et Sécurité sociale – Étude de la fiscalisation des ressources de la sécurité sociale*, Paris, L'Harmattan, Coll. Finances publiques, 736 p.

2°) *Fascicules*

1. « **Prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine** », *JCI Fiscal, Impôts directs Traité*, Fasc. N°1067, LexisNexis, 2023.

3°) *Articles*

1. « **Une solution, la révision du schéma constitutionnel : le passage des impositions de toutes natures aux prélèvements obligatoires ?** », Ouvrage collectif, Publication prévue en 2025.
2. « **Le perfectionnement du contrôle de constitutionnalité des lois de financement de la Sécurité sociale** », Publication à venir, 2024, Titre VII, Conseil constitutionnel.
3. « **Les nouvelles solidarités financières européennes** », in A. DORT et L. STANKIEWICZ (dir.), *Finances européennes : évolutions et perspectives*, Mare et Martin, Publication prévue en 2024.
4. « **Le volet fiscal de la LFSS pour 2024, un focus sur les articles 16 et 28 de la LFSS** », *Droit social*, n°3, 2024, pp.224-229.
5. « **Les dépenses de la Sécurité sociale à l'épreuve du Covid-19** », *RFFP*, 2024, n°165, p.35
6. « **Le contrôle des modalités d'application des lois de finances de la sécurité sociale** », *Gestion & Finances publiques*, n°6, 2023, pp.7-14.
7. « **Les ressources de la protection sociale dans les collectivités françaises du Pacifique (La Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Wallis-et-Futuna)** », in BENETEAU (J.) (dir.), *Les finances publiques en Océanie*, PUAM, Aix-en-Provence, 2023, pp.215-231.
8. « **Ethique et fiscalité sociale** », in BARBE (V.) et LE NORMAND-CAILLERE (S.), *L'éthique fiscale*, Legitech, Bertrange, 2023, pp.193-205.
9. « **La LOLF et les finances sociales** », in DUSSART (V.) (dir.), *La LOLF a vingt ans !*, Actes du colloque des 22 et 23 octobre 2021, Université Toulouse 1 Capitole, Presse de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2022, pp.319-334.
10. « **La maîtrise de la dette sociale, une dualité à ne pas négliger** », *Droit social*, 2022, n°7/8, pp.594-897
11. « **La fiscalisation des ressources de la sécurité sociale, une notion à redéfinir** », *Droit social*, 2022, n°12, pp.965-972.
12. « **Les finances sociales et la crise** », *Lexbase*, Hebdo édition fiscale n°849, 7 janvier 2021.
13. « **Le financement de la réserve opérationnelle, un décalage persistant entre les choix budgétaires et les objectifs affichés** », in CARDOI (F.), CONAN (M.), DOUAT (E.) et VIESSANT (C.), (dir.), *Singularité des finances de la défense et de la sécurité*, Mare et Martin, Coll. Droit et gestions publiques, 2021, pp.223-237.
14. « **L'incertain remboursement de la dette publique** », *Gestion & Finances Publiques*, n°4, 2021, pp. 17-24.
15. « **La numérisation des contrôles fiscaux, une utilisation croissante des algorithmes** », *Lexbase*, La lettre juridique n°884, 18 novembre 2021.
16. « **Les choix thérapeutiques sous le prisme du juge constitutionnel français** », *Politeia*, n°37, 2020, pp.313-327.

17. « **Le financement des dépenses de santé, une recherche constante d'économies** », *RFFP*, n°151, 2020, pp. 211-232.
18. « **La réponse française face à la crise sanitaire, l'aube d'une nouvelle crise financière** », *Revue de l'Euro*, n°55, 2020.
19. BONNEVILLE (F.) et DORT (A.), « **Le CICE et ses conséquences, retour sur les conditions institutionnelles d'un échec** », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n°1, pp.59-66.
20. « **Sécurité sociale, la mise en œuvre d'une réforme sociale** », in BLANCHON (C.), DEFLINE (J.), DORT (A.), GIARD (J.), VEYRIER (S.) et YTIER (D.), « Acrostiche pour le doyen Orsoni : en très cordial hommage », *De l'esprit de réforme et de quelques fondamentaux*, Mélanges en l'honneur du professeur Gilbert ORSONI, 2018, Aix-Marseille, PUAM, pp.56-57.
21. « **Impositions affectées et protection de l'environnement, entre intérêt budgétaire et environnemental** », in SCHMITT (S.), FUMAROLI (V.) (dir.), *La fiscalité environnementale : une composition improbable d'attentes, de doutes et de pragmatisme*, 2018, Aix-Marseille, PUAM, pp.165-180.
22. « **Les incidences financières des normes d'accessibilité au patrimoine** », *Gestion & Finances publiques*, 2018, n°6, pp. 45-50.
23. « **La protection juridictionnelle des droits fondamentaux par la CJUE au regard de la crise et de l'équilibre budgétaire** », in TANASESCU (E. S.) et OLIVA (É.) (dir.), *Droits fondamentaux, équilibre budgétaire et protection juridictionnelle*, Paris, LGDJ, Lextenso Éd., Institut universitaire Varenne, Coll. Colloques et essais, 2017, pp.171-193.
24. « **La solidarité financière européenne face à la crise migratoire** », *Gestion & finances publiques*, 2017, n°4, pp.16-23.
25. « **L'équilibre budgétaire en Norvège : une autodiscipline de rigueur à défaut d'une rigueur imposée** », *Revue française de finances publiques*, 2015, n°131, pp.157-176.
26. « **L'équilibre financier de la Sécurité sociale et la contribution sociale généralisée, ou "à l'impossible nul n'est tenu"** », *Gestion & finances publiques*, septembre-octobre 2014, n° 9-10, pp. 83-92.
27. « **Le régime d'aide sociale en Alsace-Moselle** », *Revue de droit sanitaire et social*, 2012, n° 4, pp.723-732.

#### 4°) Commentaires et observations

1. « **La jurisprudence de la CJUE du 14 mars 2019 (Affaire C-372/18, Ministre de l'Action et des comptes publics contre M. et Mme Raymond Dreyer), ou l'affaire De Ruyter Bis** », *Droit & Santé*, 2019, n°90, 2019, pp.664-667.
2. « **La réforme de la CSG, la réalisation d'une promesse de campagne** », *Droit & Santé*, 2018, n°81, 2018, pp.140-142.
3. « **La requalification des revenus versés à un médecin par sa caisse de retraite en revenus de remplacement – CE, 23 mars 2018** », n°410997, *Droit & Santé*, n°84, 2018, pp.677-680.

#### 5°) Chroniques

1. « **L'exécution du budget de l'Union européenne en 2022** », in L. STANKIEWICZ et alii., « Chronique financière », *Annuaire de Droit de l'Union européenne 2023*, Publication à venir.
2. « **Chronique de finances et fiscalité sociales** », *Lexbase Fiscal*, Edition n°969 du 18 janvier 2024.
3. « **L'exécution du budget de l'Union européenne en 2022** », in L. STANKIEWICZ et alii., « Chronique financière », *Annuaire de Droit de l'Union européenne 2022*, 2023.
4. « **Chronique de finances et fiscalité sociales** », *Lexbase Fiscal*, Edition n°930 du 12 janvier 2023.
5. « **L'exécution du budget de l'Union européenne en 2021** », in L. STANKIEWICZ et alii., « Chronique financière », *Annuaire de Droit de l'Union européenne 2021*, 2022.
6. « **Chronique de finances et fiscalité sociales** », *Lexbase*, Hebdo édition fiscale n°890, 13 janvier 2022.
7. « **Finances et fiscalité sociales** », *Lexbase*, Hebdo édition fiscale n°849, 7 janvier 2021.
8. « **L'exécution du budget de l'Union européenne en 2020** », in L. STANKIEWICZ et alii., « Chronique financière », *Annuaire de Droit de l'Union européenne 2020*, 2021.

6°) *Autres*

1. Dix-sept entrées, in ORSONI (G.), CABANNES (X.) (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de finances publiques*, Paris, Economica, 2017.

- 1) « Une solution, la révision du schéma constitutionnel : le passage des impositions de toutes natures aux prélèvements obligatoires ? », lors du colloque du réseau Allix « Le parlement et l'impôt », le 30 et 31 mai 2024.
- 2) « La perfectionnement du contrôle de constitutionnalité des LFSS », lors du colloque de la SFFP sur « Le contrôle de constitutionnalité des lois financières » du 19 janvier 2024 au Conseil constitutionnel.
- 3) « Le contrôle des modalités d'adoption des lois de financement de la sécurité sociale », lors du 2e séance du Séminaire itinérant de la SFFP 2023 sur « Contrôle de constitutionnalité et lois de financement de la sécurité sociale » du 28 juin 2023 à Lyon.
- 4) « Les nouvelles solidarités financières européennes », lors du colloque « Finances européennes : évolutions et perspectives » du 29 juin 2023 à Lyon.
- 5) Intervention sur « La maîtrise de la dette sociale », lors du colloque « La dette sociale et l'avenir de la protection sociale », le 25 mars 2022 à Toulouse.
- 6) Intervention sur « L'appréhension sociale et fiscale de la crise, entre mutualisation et socialisation du risque », lors du séminaire de recherche « L'entreprise face aux bouleversements de l'emploi ; adaptation et résistance », le 14 avril 2022.
- 7) Présentation des actualités financières et fiscales lors de la conférence d'actualité organisée le 26 février 2021 par l'Ecole de Droit public de Lyon.
- 8) Intervention sur « Le remboursement aléatoire de la dette publique », lors du colloque « Quoi qu'il en coûte », le 12 février 2021.
- 9) Intervention sur « L'évolution du contrôle fiscal face à l'utilisation des données personnelles publiées en ligne » le 18 juin 2021 lors d'un colloque franco-Kazakh.
- 10) Intervention sur « LOLF et finances sociales », lors du colloque « Les 20 ans de la LOLF » à Toulouse les 22 et 23 octobre 2021.
- 11) Intervention sur « L'impôt, un instrument de justice fiscale au service de la justice sociale », dans le cadre du projet ANR-Accords bilatéraux 2013 (France-Roumanie), « Du paquet fiscal à la Constitution : élaboration d'un statut normatif de la règle d'équilibre budgétaire » sur « Le juge constitutionnel face à la justice fiscale », à Aix-en-Provence, le 31 janvier 2020.
- 12) Intervention sur « Pandémie et Finances publiques en France » lors d'une table ronde sur « Crise sanitaire et finances publiques : Vers une réinvention de la souveraineté économique ? Regards croisés sur la France et l'Allemagne pendant la pandémie », en visioconférence, le 19 juin 2020.
- 13) Intervention sur « Les choix thérapeutiques sous le prisme du juge constitutionnel français », lors de la journée d'études franco-italienne sur « La constitutionnalisation de la santé en France et en Italie », à Saint Etienne le 22 mars 2019.
- 14) Intervention sur « Les incidences financières des normes d'accessibilité au patrimoine », lors du colloque sur « Le patrimoine local à la lumière du droit financier des collectivités territoriales », à Lyon le 14 septembre 2018
- 15) Intervention sur « Fiscalité et sécurité sociale – Fiscalisation des ressources de la Sécurité sociale » lors de la 3e édition des Rencontres jeunes chercheurs et acteurs de la protection sociale à la Sorbonne le 1er juin 2017.
- 16) Intervention sur « La solidarité financière européenne face à la crise migratoire » lors du colloque sur « La solidarité financière européenne - Identification des enjeux nationaux et territoriaux », à Rennes, les 26 et 27 janvier 2017.
- 17) Intervention sur « La protection juridictionnelle des droits fondamentaux par la CJUE au regard de la crise et de l'équilibre budgétaire » à la journée d'études sur *Droits fondamentaux, équilibre budgétaire et protection juridictionnelle*, dans le cadre du projet ANR-Accords bilatéraux 2013 (France-Roumanie), « Du paquet fiscal à la Constitution : élaboration d'un statut normatif de la règle d'équilibre budgétaire », à Aix-en-Provence, le 12 juin 2015.



## RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

Depuis 2023	Nommée membre du CNU, Section 01.
Depuis 2022	Co- directrice du DU Fiscalité transfrontière, Université de Lorraine, Metz.
Depuis 2021	Co-directrice du M2 Procédure et fiscalité appliquées, Université de Lorraine, Metz. Élue membre du Conseil d'administration de la Société française de finances publiques (SFFP) Nommée co-responsable de la section doctorale de la SFFP
Depuis 2020	Co-directrice du M1 Droit fiscal, Université de Lorraine, Metz. Correspondant Pédagogie et numérique de l'UFR DEA Réfèrent LAS
2020-2023	Réfèrent TICE, Numoc et Pix.
2016-2017	Organisation matérielle des cycles de conférence du Centre d'études fiscales et financières. Gestion du fonds documentaire du Centre d'études fiscales et financières.
2014-2016	<b>Membre du Projet ANR-Accords bilatéraux 2013</b> (France-Roumanie), « Du paquet fiscal à la Constitution : élaboration d'un statut normatif de la règle d'équilibre budgétaire », dirigé par M. le Professeur Éric Oliva.
2013-2016	<b>Représentante des doctorants</b> du Centre d'études fiscales et financières, Aix-Marseille Université.

## PARTICIPATIONS A DES COMITES DE RECRUTEMENT

### A l'université :

- 2023 :
  - n°1186 : Université Aix-Marseille, MCF Droit public, membre du COS
  - n°230 : Université Paris-Saclay, MCF Droit public, membre du COS
  - n°1663 : Université de Lorraine, Contractuel Numoc, membre du COS

## AUTRES ACTIVITES SCIENTIFIQUES

2023-2024	<b>Obtention d'un Financement européen : Campus France – Programme Tournesol.</b>  Projet scientifique : <b>Les facultés contributives</b>  L'objectif du projet est de développer une collaboration de recherche entre l'EDPL et la Faculté de droit de l'Université d'Anvers. Anne Van de Vijver est la co-porteuse du projet pour la partie belge. Plus précisément, le projet permettra de : développer une recherche fondamentale bilatérale dans le domaine des principes fiscaux constitutionnels ; organiser quatre ateliers d'experts pour échanger des connaissances sur les principes fiscaux constitutionnels et sur la méthode de recherche juridique comparative ; élaborer deux publications sur le principe des facultés contributives.
2023	<b>Co-organisation avec le CERFF de l'Université d'été de la Société française de finances publiques</b> du 28 au 30 juin 2023 à Lyon.

**Co-organisation avec le CERFF du colloque** « Finances européennes : évolutions et perspectives » du 29 juin 2023.

**Organisation du séminaire itinérant** « Le contrôle de constitutionnalité des lois de financement de la sécurité sociale », 28 juin 2023, Lyon.

**Rédaction du Guide à destination des doctorants et jeunes docteurs de la Société française de finances publiques.**

- 2021 Co-organisation avec J. Germain d'un **congrès franco-allemand de finances publiques à destination des jeunes chercheurs**, à Metz du 23 au 25 juin 2021. Obtention d'un financement de l'Université franco-allemande à hauteur de 13 000 euros.
- 2020 Co-organisation avec J. Germain d'une **table ronde virtuelle sur « Crise sanitaire et finances publiques : Vers une réinvention de la souveraineté économique ? Regards croisés sur la France et l'Allemagne pendant la pandémie »**, 19 juin 2020.
- Depuis 2019 **Soutenances de mémoire de M2** – Université de Lorraine, Metz.  
**Direction de mémoires et rapports de stage – M1 et M2** – Université de Lorraine, Metz.
- 2018 **Direction de mémoires et rapports de stage – M1 et M2** – Université Lumière Lyon 2  
**Participation à une leçon de 24h au concours d'agrégation** - Spécialité finances publiques et droit fiscal. Le sujet tiré par le candidat était « La dépense publique ».
- 2016 **Participation à une leçon de 24h au concours d'agrégation** - Spécialité finances publiques et droit fiscal, au sein d'une équipe formée par le candidat. Le sujet tiré par le candidat était « Le secret ».
- 2013 **Stage au Conseil constitutionnel du 30 septembre au 31 décembre 2013** : Contrôle qualité ; recherche des cavaliers sociaux et budgétaires sur la Loi de finances pour 2014, la Loi de financement de la sécurité sociale pour 2014, la Loi sur la fraude fiscale et la Loi de finances rectificatives pour 2013 ; historiques, veilles juridiques, etc.